RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 22 MARS 2023

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

(Article L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Approbation du procès-verbal du 1^{er} mars 2023

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur le procès-verbal de la séance du 1er mars 2023 joint à la présente note explicative de synthèse.

Ordre du Jour :

1. Synthèse des délégations consenties au Maire en vertu de l'article L. 2122-22 du CGCT et pour le recrutement d'agents non titulaires et de vacataires (Rapporteur : Madame le Maire)

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, Madame le Maire rend compte des actes pris en fonction des délégations consenties par le conseil municipal. Ce dernier en prend acte.

Actes pris par délégation dans le cadre de l'article L.2122-22 du CGCT (Délibération n°2020.20.07-12 du 20 juillet 2020) :

- Décision n°2023003 : Portant demande de subvention – Restauration de deux toiles : Les Vœux de Louis XIII et La Visitation.
- Décision n°2023004 : Portant demande de subvention - Reproduction des attributs de la statue du Saint Jean-Baptiste.
- Décision n°2023005 : Portant modification du régisseur de la régie des recettes pour l'encaissement des frais de location des salles municipales.
- Décision n°2023006 : Portant modification du mandataire suppléant de la régie de recettes Culture – Tourisme et Patrimoine.
- Décision n°2023007 : Portant demande de subvention – Travaux sanitaires école de la commune.
- Décision n°2023008 : Portant attribution de la parcelle « La mésange » - Jardins partagés.

Actes pris par délégation pour le recrutement d'agents non titulaires et de vacataires (Délibération n°2020.20.07-16 en date du 20 juillet 2020) :

- Recrutement d'un agent polyvalent en vacations (Service Enfance Jeunesse) pour les périodes suivantes :

- Du 1^{er} au 28 février 2023 : 46 vacations de 1h.

- Recrutement d'un agent polyvalent en vacances (Service Enfance Jeunesse) pour les périodes suivantes :

- Du 1^{er} au 28 février 2023 : 37 vacations de 1h.

- Recrutement d'un agent polyvalent en vacances (Service Enfance Jeunesse) pour les périodes suivantes :

- Du 1^{er} au 28 février 2023 : 157 vacations de 1h.

- Recrutement d'un agent polyvalent en vacances (Service Enfance Jeunesse) pour les périodes suivantes :

- Du 1^{er} au 28 février 2023 : 20 vacations de 1h.

- Recrutement d'un agent polyvalent en vacances (Service Enfance Jeunesse) pour les périodes suivantes :

- Du 1^{er} au 28 février 2023 : 67.25 vacations de 1h.

- Recrutement d'un agent vacations (Aide aux devoirs – Ecole des Prés) pour les périodes suivantes :

- Du 1^{er} au 28 février 2023 : 2.5 vacations de 1h.

- Recrutement d'un agent vacations (Aide aux devoirs – Ecole des Prés) pour les périodes suivantes :

- Du 1^{er} au 28 février 2023 : 4 vacations de 1h.

- Recrutement d'un agent polyvalent en vacances (Entretien des locaux de La Poste communale) pour les périodes suivantes :

- Du 1^{er} au 28 février 2023 : 40.5 vacations de 1h.

- Recrutement d'un agent technique en vacances (Chauffeur de la navette communale) pour les périodes suivantes :

- Du 1^{er} au 28 février 2023 : 7 vacations de 1h.

- Recrutement d'un agent technique en vacances (Chauffeur de la navette communale) pour les périodes suivantes :

- Du 1^{er} au 28 février 2023 : 21 vacations de 1h.

- Renouvellement d'un agent technique en CDD à temps complet du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024 inclus.

- Renouvellement d'un agent administratif en CDD à temps complet du 21 février 2023 au 31 mars 2023 inclus.

- Renouvellement d'un agent technique en CDD à temps complet du 1^{er} avril 2023 au 30 septembre 2023 inclus.

2. Personnel – Création de postes - Mise à jour du tableau des effectifs **(Rapporteur : Madame le Maire)**

Madame le Maire rappelle que conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Aussi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L332-8 et L332-14,

Vu le tableau des effectifs de la commune,

Vu les lignes directrices de gestion établies par la commune,

Considérant que le bon fonctionnement du service de police municipale implique le recrutement d'un agent supplémentaire.

L'exposé entendu, le conseil municipal est invité à :

- *Approuver la création d'un poste dans les conditions suivantes :*
 - Un poste de Gardien – Brigadier à temps complet au sein du Service Police Municipale,
- *Modifier ainsi le tableau des emplois pour tenir compte de ces créations,*
- *Préciser que les crédits correspondants ont d'ores et déjà été inscrits au budget 2023,*
- *Autoriser, en tant que de besoin, Madame le Maire à poursuivre les démarches correspondantes et à signer l'ensemble des actes et documents y afférents.*

3. Mise en place du télétravail **(Rapporteur : Madame le Maire)**

Madame le Maire rappelle que le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière ou ponctuelle et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication ;

Madame le Maire précise que le télétravail est organisé au domicile de l'agent ou, éventuellement, dans des locaux professionnels distincts de ceux de son employeur public et de son lieu d'affectation et qu'il s'applique aux fonctionnaires et aux agents publics non fonctionnaires ;

Certaines fonctions sont par nature incompatibles avec le télétravail dans la mesure où elles impliquent une présence physique permanente sur le lieu de travail habituel et/ou un contact avec les administrés ou collaborateurs :

- Animation ;
- Accueil ;
- Services Techniques ;
- Police Municipale ;
- Agents des écoles...

Toutefois, l'inéligibilité de certaines activités ne s'oppose pas à la possibilité pour un agent d'accéder au télétravail, si celles-ci ne constituent pas la totalité des activités exercées par l'agent et que ses tâches éligibles puissent être regroupées pour lui permettre de télétravailler.

Dans un premier temps, le télétravail sera autorisé sur demande de l'agent pour un maximum d'un (1) jour de télétravail fixe au cours de chaque semaine de travail. Il est également attribué à chaque agent autorisé à accomplir ses missions en télétravail, un volume de jours flottants de télétravail, dans la limite de 7 jours par an dont l'agent peut demander l'utilisation à son supérieur hiérarchique. En cas de changement de fonctions, l'autorisation devient caduque et l'agent intéressé doit présenter une nouvelle demande.

La durée de l'autorisation initiale est d'un an maximum. L'autorisation pourra être renouvelée pour une durée de 3 ans maximum par décision expresse, après entretien avec l'autorité ou le supérieur hiérarchique direct et sur avis de ce dernier.

L'agent assurant ses fonctions en télétravail doit effectuer les mêmes horaires que ceux réalisés habituellement au sein de la collectivité ou de l'établissement.

Durant ces horaires, l'agent doit être à la disposition de son employeur sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles.

Il doit donc être totalement joignable et disponible en faveur des administrés, de ses collaborateurs et/ou de ses supérieurs hiérarchiques. Par ailleurs, l'agent n'est pas autorisé à quitter son lieu de télétravail pendant ses heures de travail (hors pause méridienne).

L'employeur met à la disposition des agents autorisés à exercer leurs fonctions en télétravail les outils de travail suivant :

- accès à la messagerie professionnelle ;
- accès aux logiciels indispensables à l'exercice des fonctions ;
- le cas échéant, formation aux équipements et outils nécessaires à l'exercice du télétravail ;
- etc...

Il assure également la maintenance de ces équipements et outils.

Lorsque le télétravail a lieu au domicile de l'agent, ce dernier assure la mise en place des matériels et leur connexion au réseau.

Enfin en application du décret et de l'arrêté du 26 août 2021 précités, les agents de la collectivité, ainsi que les apprentis ayant conclu un contrat d'apprentissage, autorisés à télétravailler dans les conditions fixées par la présente délibération bénéficieront d'une indemnité contribuant au remboursement des frais engagés au titre du télétravail, sous la forme d'une allocation forfaitaire dénommée « forfait télétravail ».

Le montant du « forfait télétravail » est fixé à 2,88 euros par journée de télétravail effectuée dans la limite de 253,44 euros par an.

Le « forfait télétravail » est versé sur la base du nombre de jours de télétravail demandé par l'agent et autorisé par l'autorité territoriale.

Le télétravail fera l'objet d'un bilan annuel présenté aux comités techniques et aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétents.

Aussi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment l'article L430-1,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 modifié relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature,

Vu le décret n° 2021-1123 du 26 août 2021 portant création d'une allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics et des magistrats,

Vu l'arrêté du 23 novembre 2022 modifiant l'arrêté du 26 août 2021 pris pour l'application du décret n° 2021-1123 du 26 août 2021 relatif au versement de l'allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics et des magistrats,

Vu le protocole relatif au télétravail annexé à la présente délibération,

Vu le règlement intérieur de la commune de Saint-Jeannet modifié annexé à la présente note de synthèse (ajout d'un article 19) ainsi que de l'annexe n°8 correspondants au protocole de télétravail,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 23 février 2023,

Considérant que les agents exerçant leurs fonctions en télétravail bénéficient des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation,

Considérant que l'employeur prend en charge les coûts découlant directement de l'exercice des fonctions en télétravail, notamment le coût des logiciels et outils ainsi que de la maintenance de ceux-ci,

L'exposé entendu, le conseil municipal est invité à :

- ***Décider l'instauration du télétravail au sein de la collectivité ou de l'établissement à compter du 1^{er} avril 2023 ;***
- ***Décider de la validation des critères et modalités d'exercice du télétravail tels que définis ci-dessus ;***
- ***Modifier en conséquence le Règlement intérieur de la commune de Saint-Jeannet tel qu'annexé à la présente note de synthèse (ajout d'un article 19) ainsi que de l'annexe n°8 correspondants au protocole de télétravail.***
- ***Préciser que les crédits correspondants sont inscrits au budget.***

4. Avis de la commune sur le dossier de création de la ZAC “Coteaux du Var” modifiée à Saint Jeannet (Rapporteur : Monsieur Frédéric DEY)

Le conseil municipal,

Vu le Code de l’urbanisme et notamment les articles L. 311-1 et L. 311-2 et R. 311-1 et suivants relatifs à la création des zones d’aménagement concerté (ci-après ZAC),

Vu le Décret n°2008-229 du 7 mars 2008, inscrivant les opérations d’aménagement de la Plaine du Var parmi les opérations d’intérêt national (ci-après OIN),

Vu le Décret n°2015-982 du 31 juillet 2015 modifiant le décret n°2008-773 du 30 juillet 2008 portant création de l’Etablissement Public d’Aménagement Plaine du Var (ci-après EPA, devenu Ecovallée-Plaine du Var), pour mettre en œuvre l’OIN,

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Jeannet en date du 06 octobre 2015 autorisant le Maire à signer le protocole de partenariat avec l’EPA Ecovallée-Plaine du Var et la Métropole Nice Côte d’Azur – Secteur des Coteaux du Var à Saint-Jeannet,

Vu la délibération n°2015-020 du Conseil d’Administration de l’EPA Ecovallée-Plaine du Var en date du 17 décembre 2015 par laquelle il prenait l’initiative de l’opération d’aménagement « Les Coteaux du Var » à Saint-Jeannet, en concertation avec la commune de Saint-Jeannet,

Vu la délibération n°2018-021 du Conseil d’administration de l’EPA Ecovallée-Plaine du Var en date du 20 décembre 2018 approuvant le dossier de création de la ZAC Coteaux du Var,

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Jeannet en date du 11 février 2019 émettant un avis favorable au dossier de création de la ZAC « Coteaux du Var »,

Vu la délibération n°2021-009 du Conseil d’Administration de l’EPA Ecovallée-Plaine du Var en date du 3 juin 2021 initiant une modification de la ZAC « Coteaux du Var » et précisant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable à la modification de la création de la ZAC,

Vu le courrier du 23 mai 2022 reçu en Mairie le 25 mai 2022 par lequel le M. le Préfet des Alpes-Maritimes adressait pour avis à la Commune de Saint-Jeannet le dossier de modification de création de la ZAC « Coteaux du Var » comprenant l’étude d’impact,

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Jeannet en date du 22 juin 2022 émettant un avis favorable sur le dossier présentant le projet d’aménagement modifié « Coteaux du Var » à Saint-Jeannet comprenant l’étude d’impact,

Vu la délibération n°2022-017 du Conseil d’administration de l’EPA en date du 6 octobre 2022 approuvant le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC modifiée,

Vu la délibération n°2022-024 du Conseil d’administration de l’EPA en date du 1^{er} décembre 2022 approuvant le dossier de création de la ZAC modifiée « Coteaux du Var » à Saint-Jeannet à l’issue d’un processus de concertation préalable et de participation du public par voie électronique,

Vu le courrier de Madame la Directrice Générale de l’EPA en date du 4 janvier 2023 adressant le dossier de création de la ZAC modifiée « Coteaux du Var » approuvé pour avis à la Commune de Saint-Jeannet,

Considérant que la ZAC « Coteaux du Var » a été créée par arrêté préfectoral le 23 mai 2019, sur un périmètre de 12 hectares, prévoyant la réalisation d’environ 32 000 m² de surface de plancher de logements dont 33% de logements sociaux,

Considérant que, suite à la réalisation d'inventaires complémentaires et l'identification de nouvelles contraintes écologiques, il a été décidé de modifier le projet et son périmètre. Ces modifications revêtent un caractère substantiel, et impliquent une reprise ab initio de la procédure dès la phase de concertation préalable,

Considérant que le nouveau programme envisagé porte sur un périmètre modifié de 7,5 hectares, et se caractérise par une offre prévisionnelle de 26 600 m² de surface de plancher, composé d'environ 370 logements offrant une mixité de formes urbaines (habitat intermédiaire et habitat individuel groupé) et une mixité sociale avec 33% de logements sociaux,

Considérant que l'opération d'aménagement envisagée a pour ambition de renforcer l'attractivité du territoire en proposant une offre résidentielle qualitative et diversifiée, de créer un cadre de vie apaisé avec des espaces partagés et des mobilités douces, et de répondre aux enjeux environnementaux à travers le « Référentiel Écovallée Qualité » et la démarche Eco-Quartier,

Considérant que l'opération de création d'un quartier proposant des logements de qualité qui répondent au besoin de mixité sociale sur le secteur des Coteaux du Var est un projet prioritaire tant pour le développement de logements sociaux que pour le dynamisme économique de la commune,

Considérant que la concertation préalable à la modification de la ZAC a été organisée dans le cadre fixé par la délibération n°2021-009 du Conseil d'administration de l'EPA du 3 juin 2021, pendant une période suffisante allant du 1er octobre 2021 au 3 octobre 2022,

Considérant que le public a disposé de plusieurs moyens pour prendre connaissance du projet, que la concertation a permis une expression large des avis et propositions du public, et qu'elle a fait l'objet d'un bilan, lequel a été approuvé par la délibération n°2022-017 du Conseil d'administration de l'EPA du 6 octobre 2022,

Considérant que le projet de ZAC modifiée « Coteaux du Var » est soumis à la procédure de participation du public par voie électronique régie notamment par les articles L. 123-19 et R. 123-46-1 du code de l'environnement dans la mesure où il est soumis à évaluation environnement suite à une demande de cas par cas. La procédure a été menée du 8 octobre 2022 et 8 novembre 2022. Une synthèse des observations et propositions du public sera rendue publique par le préfet des Alpes-Maritimes au plus tard à la date de publication de la décision créant la ZAC modifiée et pendant une durée minimale de trois mois, ainsi que, dans un document séparé, les motifs de la décision,

Considérant que, à l'issue de ce processus de concertation préalable et de participation du public par voie électronique, le conseil d'administration de l'EPA a approuvé, par délibération n°2022-024 en date du 1er décembre 2022, le dossier de création de la zone d'aménagement concerté modifiée « Coteaux du Var »,

Considérant que l'étude d'impact du dossier de création comporte les mesures et caractéristiques du projet, destinées à éviter les incidences négatives notables, réduire celles qui ne peuvent être évitées et compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites ainsi que les modalités du suivi des incidences du projet sur l'environnement ou la santé humaine,

Considérant que le projet a reçu l'avis de l'autorité environnementale ainsi que celui de la Commune, par la délibération n°2022.22.06-05 du conseil municipal du 22 juin 2022,

Considérant que la démarche de la concertation a été menée en impliquant la population tout au long de la définition du projet, laquelle a notamment participé au choix d'un projet qui préserve son patrimoine paysager, et que les observations formulées lors de cette concertation et de la participation du public par voie électronique ont été prises en compte ou ne sont pas de nature à remettre en question les conclusions de l'étude d'impact ou de manière générale le projet,

Considérant que, en application de l'article L. 311-1 alinéa 3 du Code de l'urbanisme, le Préfet est l'autorité compétente pour décider la création de la ZAC après que les avis requis par le Code de l'urbanisme aient été émis,

Considérant que le courrier adressé par l'EPA le 4 janvier 2023 à partir duquel, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et aux engagements contractuels, la Commune de Saint-Jeannet dispose d'un délai de trois mois pour rendre un avis sur le dossier de création approuvé,

Considérant que le dossier de création de la ZAC modifiée, soumis à l'approbation du Conseil Municipal, est composé, conformément aux dispositions de l'article R. 311-2 du code de l'urbanisme, d'un rapport de présentation, d'un plan de situation, d'un plan de délimitation du périmètre composant la zone ainsi que de l'étude d'impact. En outre, le dossier précise que la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement ne sera pas exigible dans la zone,

Considérant que, par conséquent, le projet de dossier de création de la ZAC modifiée « Coteaux du Var » réunit les conditions favorables à son approbation,

L'exposé entendu, le conseil municipal, est invité à :

- *Emettre un avis favorable au dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté modifiée « Coteaux du Var » à Saint-Jeannet approuvé par le conseil d'administration de l'établissement public d'aménagement Ecovallée Plaine du Var,*
- *Autoriser, en tant que de besoin, Madame le Maire ou l'un des adjoints délégués de signature à poursuivre les démarches correspondantes et à signer l'ensemble des actes et documents y afférents.*

5. Acquisition des parcelles AC 158 et AC 159 – SMS 8 (Rapporteur : Monsieur Frédérick DEY)

Monsieur Frédérick DEY rappelle à l'assemblée que la commune dispose de plusieurs emplacements réservés pour mixité sociale (ERMS) sur son territoire. Certains de ces ERMS ont fait l'objet d'une acquisition foncière réalisée par l'EPF (Etablissement Public Foncier PACA). Ces acquisitions ont été réalisées sous couvert de conventions de portage foncier. Pour mémoire, une information sur ces ERMS et le devenir de ces conventions a été faite lors du conseil municipal du 17 octobre dernier.

Comme indiqué dans la note d'information au conseil municipal du 17 octobre, la convention de portage relative à l'ERMS 8 (convention dite multisites n°2 signée le 28/03/2012 et régulièrement renouvelée depuis), est arrivée à échéance au 31 décembre 2022. Ainsi, conformément aux termes de ladite convention, la commune doit procéder au rachat de ces parcelles. L'EPF avait alors

consenti à la commune la possibilité d'inscrire cette dépense au prochain budget qui serait voté au 1er trimestre 2023 afin que le paiement puisse intervenir au cours de l'exercice 2023.

La valeur de ce bien est d'environ 439 944,86 €.

Il est donc proposé au conseil municipal d'honorer ses engagements et d'approuver l'acquisition desdites parcelles. Le bien, une fois acquis par la commune, est destiné à être revendu.

Aussi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.2111-1 et L.2141-1 et suivants,

Vu l'avis du service de France Domaine en date du 25/09/2019,

Considérant les frais engagés par l'EPF PACA pour la conservation du bien durant la période de portage dudit bien,

Considérant le terme de la convention de portage foncier entre l'EPF PACA et la commune,

Considérant l'engagement de la commune à racheter le bien au terme de la convention de portage foncier au prix fixé par les domaines lors de l'acquisition par l'EPF PACA majoré des frais engagés par l'EPF PACA pour la conservation du bien pendant la durée de portage dudit bien,

Considérant que les frais liés à cette acquisition seront à la charge de l'acquéreur,

L'exposé entendu, le conseil municipal, est invité à :

- *Approuver l'acquisition des parcelles cadastrée AC 158 d'une superficie de 111 m² et AC 159 d'une superficie de 1 793 m² appartenant à l'EPF PACA,*
- *Approuver le prix d'acquisition 439 944,86 € (quatre cent trente-neuf mille neuf cent quarante-quatre euros et quatre-vingt-six centimes), ainsi que la prise en charge des éventuels frais annexes,*
- *Autoriser, en tant que de besoin, Madame le Maire ou l'un des adjoints délégués de signature à poursuivre les démarches correspondantes et à signer l'ensemble des actes et documents y afférents.*

6. Approbation du compte de gestion 2022 **(Rapporteur : Monsieur Thierry VAN DINGENEN)**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-29 et L.2121-31 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au 1er janvier 2022,

Vu le budget primitif 2022 et la décision modificative n°1 de l'exercice 2022,

Vu le compte de gestion 2022 présenté par le comptable public ;

Considérant l'exécution du budget primitif de l'exercice 2022, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le comptable public de la collectivité accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif et l'état des restes à réaliser ;

Considérant que le comptable public a bien repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures ;

Le conseil municipal est donc invité à :

- *Approuver le Compte de Gestion 2022 dressé par le comptable public, consultable en mairie,*
- *A n'apporter aucune observation ni réserve sur la tenue des comptes de la collectivité,*
- *Autoriser Madame le Maire à signer tout document s'y rapportant.*

7. Approbation du compte administratif 2022 (Rapporteur : Monsieur Thierry VAN DINGENEN)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-14 et L 2121-29 et suivants,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au 1^{er} janvier 2022,

Vu le bilan des cessions et acquisitions présenté aux annexes n°A10.3, A10.4 et A10.5 du présent CA 2022,

Vu le budget primitif 2022 et la décision modificative n°1 de l'exercice 2022,

Vu le compte de gestion 2022 présenté par le comptable public ;

Vu le compte administratif 2022, annexé à la présente délibération ;

Vu la note synthétique présentée par Monsieur Thierry VAN DINGENEN, adjoint aux finances, hors la présence de Mme le Maire qui a quitté la salle des débats,

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	4 374 508,49	G	4 715 016,83
	Section d'investissement	B	1 329 598,09	H	857 920,50

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	517 264,13 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	184 459,28 (si excédent)

		=		=	
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	5 704 106,58	= G+H+I+J	6 274 660,74

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	835 282,58	L	526 489,05
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	835 282,58	= K+L	526 489,05

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	4 374 508,49	= G+H+K	5 232 280,96
	Section d'investissement	= B+D+F	2 164 880,67	= H+J+L	1 568 868,83
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	6 539 389,16	= G+H+I+J+K+L	6 801 149,79

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre		
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	835 282,58	L	526 489,05
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		526 489,05
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00		0,00

COMMUNE DE SAINT-JEANNET - Budget COMMUNE - CA - 2022

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
10	Opération d'équipement n° 10	10 728,00	
11	Opération d'équipement n° 11	31 185,80	
13	Opération d'équipement n° 13	25 350,46	
16	Opération d'équipement n° 16	2 619,43	
26	Opération d'équipement n° 26	6 268,14	
29	Opération d'équipement n° 29	873,73	
35	Opération d'équipement n° 35	18 026,58	
46	Opération d'équipement n° 46	4 741,00	
56	Opération d'équipement n° 56	88 192,20	
66	Opération d'équipement n° 66	1 050,36	
69	Opération d'équipement n° 69	63 027,50	
72	Opération d'équipement n° 72	748,60	
81	Opération d'équipement n° 81	428 304,13	
84	Opération d'équipement n° 84	12 161,60	
85	Opération d'équipement n° 85	1 223,51	
88	Opération d'équipement n° 88	41 398,00	
89	Opération d'équipement n° 89	19 687,50	
90	Opération d'équipement n° 90	15 117,60	
92	Opération d'équipement n° 92	4 794,00	
93	Opération d'équipement n° 93	59 784,44	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	1 122 759,00	1 001 492,74	69 519,15	0,00	51 747,11
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 157 997,65	2 144 271,66	395,99	0,00	13 330,00
014	Atténuations de produits	188 069,00	188 063,42	0,00	0,00	5,58
65	Autres charges de gestion courante	588 485,40	555 205,09	1 572,68	0,00	31 707,63
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		4 057 311,05	3 889 032,91	71 487,82	0,00	96 790,32
66	Charges financières	72 024,16	53 989,45	15 843,83	0,00	2 190,88
67	Charges exceptionnelles	18 600,00	16 621,81	0,00	0,00	1 978,19
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	3 887,00	3 887,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		4 151 822,21	3 963 531,17	87 331,65	0,00	100 959,39
023	Virement à la section d'investissement (2)	668 755,58				
042	Opérat* ordre transfert entre sections (2)	215 000,00	323 645,67			-108 645,67
043	Opérat* ordre Intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		883 755,58	323 645,67			580 109,91
TOTAL		5 035 577,79	4 287 176,84	87 331,65	0,00	661 069,30
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) 0,00				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	108 450,00	103 360,00	0,00	0,00	5 090,00
70	Produits services, domaine et ventes div	262 527,00	280 410,91	0,00	0,00	-17 883,91
73	Impôts et taxes	3 708 388,00	3 732 054,18	44,01	0,00	-23 710,19
74	Dotations et participations	352 032,66	399 034,40	10 351,80	0,00	-57 353,54
75	Autres produits de gestion courante	24 816,00	23 429,21	0,00	0,00	1 386,79
Total des recettes de gestion courante		4 456 213,66	4 538 288,70	10 395,81	0,00	-92 470,85
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	17 000,00	122 753,21	0,00	0,00	-105 753,21
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		4 473 213,66	4 661 041,91	10 395,81	0,00	-198 224,06
042	Opérat* ordre transfert entre sections (2)	45 100,00	43 579,11			1 520,89
043	Opérat* ordre Intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		45 100,00	43 579,11			1 520,89
TOTAL		4 518 313,66	4 704 621,02	10 395,81	0,00	-196 703,17
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) 517 264,13				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	2 161 850,00	625 833,22	222 378,76	1 313 638,02
	Total des dépenses d'équipement	2 161 850,00	625 833,22	222 378,76	1 313 638,02
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	238 000,00	220 490,06	0,00	17 509,94
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	238 000,00	220 490,06	0,00	17 509,94
45...	Total des opé. pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	2 399 850,00	846 323,28	222 378,76	1 331 147,96
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	50 587,62	50 579,87		7,75
041	Opérations patrimoniales (1)	16 942,18	16 942,18		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	67 529,80	67 522,05		7,75
	TOTAL	2 467 379,80	913 845,33	222 378,76	1 331 155,71
	Pour information	(2) 381 402,96			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	919 402,44	433 155,69	413 820,90	72 425,85
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	222 178,74	0,00	0,00	222 178,74
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	1 141 581,18	433 155,69	413 820,90	294 604,59
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	202 372,28	206 183,00	0,00	-3 810,72
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	600 296,81	600 296,81	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	600,00	600,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	470 000,00		0,00	
	Total des recettes financières	1 273 269,09	807 079,81	0,00	466 189,28
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	2 414 850,27	1 240 235,50	413 820,90	760 793,87
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	192 990,31			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	224 000,00	222 529,89		1 470,11
041	Opérations patrimoniales (1)	16 942,18	16 942,18		0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	433 932,49	239 472,07		194 460,42
	TOTAL	2 848 782,76	1 479 707,57	413 820,90	955 254,29

Le Conseil Municipal est ainsi invité à :

- *Approuver le compte administratif 2022, et d'admettre que les opérations de l'exercice 2022 effectuées, tant pendant la gestion 2022 que pendant le premier mois de la gestion 2023, sur la journée complémentaire, sont conformes au compte de gestion de Monsieur le comptable public.*

Le résultat de clôture du compte administratif 2022 présente un solde positif en fonctionnement de + 857 772,47€ et un solde négatif de – 287 218,31€ en investissement.

Il en découle un résultat de clôture global de l'exercice 2022 de + 570 554,16€, conforme au compte de gestion 2022.

- *Donner tous les pouvoirs à Madame le Maire pour exécuter la présente délibération.*
- *Autoriser, en tant que de besoin, Madame le Maire ou l'un des adjoints délégués de signature à poursuivre les démarches correspondantes et à signer l'ensemble des actes et documents y afférents.*

8. Affectation du résultat 2022

(Rapporteur : Monsieur Thierry VAN DINGENEN)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au 1er janvier 2022,

Vu le budget primitif 2022 et sa décision modificative n°1,

Vu la délibération du conseil municipal de ce jour portant approbation du compte administratif (CA) 2022,

Constatant que le compte administratif présente les résultats de clôture 2022 suivants :

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2022 consiste en un excédent de clôture de **857 772,47€**.

La section d'investissement présente un déficit de clôture de **287 218,31€**, hors restes à réaliser.

Le solde des restes à réaliser s'élevant à **– 308 793,53€**, le total global de la section d'investissement, avec prise en compte des reports, s'établit à **– 596 011,84€**.

La section d'investissement, avec prise en compte des reports, présentant un besoin de financement, il est nécessaire de procéder à une affectation au compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » en recettes d'investissement.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'affecter, au BP 2023, **596 011,84€** de l'excédent de clôture de fonctionnement au compte 1068, et le solde de **261 760,63€** au compte 002.

Il sera par ailleurs repris au compte 001 en dépenses d'investissement le montant de **287 218,31€** correspondant au déficit de clôture d'investissement hors reports.

Résultat de fonctionnement N - 1	
A <u>Résultat de l'exercice</u> précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	+ 340 508,34 €
B <u>Résultats antérieurs reportés</u> (par délibération du 06/04/2021 sur l'affectation du résultat N - 2), précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	+ 517 264,13 €
C Résultat à affecter = A + B	+ 857 772,47 €
D <u>Solde d'exécution d'investissement N - 1</u> (précédé de + ou -) D001 (besoin de financement) R001 (excédent de financement)	- 287 218,31 €
E <u>Solde des restes à réaliser d'investissement N- 1</u> (précédé de + ou -) Besoin de financement Excédent de financement	- 308 793,53 €
F Besoin de financement = D + E	- 596 011,84 €
G 1) Prévision d'affectation en réserves R 1068 = couverture obligatoire du besoin de financement F	596 011,84 €
H 2) Report en fonctionnement R002 (Si C>F, H = C-G)	261 760,63 €
Déficit reporté D002	/

Le Conseil Municipal est ainsi invité à :

- *D'affecter le résultat 2022 de la section de fonctionnement, d'un montant de 857 772,47 € :*

1 / En recette d'investissement, au compte :

1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés" pour 596 011,84€,

2 / En recette de fonctionnement, au compte :

002 "Résultat de fonctionnement reporté" pour 261 760,63€, du budget primitif 2023,

- *De dire que le montant repris en dépenses d'investissement au compte 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du budget primitif 2023 s'élève à 287 218,31€.*
- *Donner tous les pouvoirs à Madame le Maire pour exécuter la présente délibération.*
- *Autoriser, en tant que de besoin, Madame le Maire ou l'un des adjoints délégués de signature à poursuivre les démarches correspondantes et à signer l'ensemble des actes et documents y afférents.*

9. Vote des taux de fiscalité 2023

(Rapporteur : Monsieur Thierry VAN DINGENEN)

Vu le code général des impôts et notamment les articles 1379, 1407 et suivants et 1636b sexies relatifs aux impôts locaux et au vote des taux d'imposition ;

Considérant, l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable au 1er janvier 2023,

Considérant, le projet de Budget Primitif 2023,

Considérant, la proposition de Madame le Maire,

Conformément aux engagements de la municipalité et aux orientations fixées lors du Débat d'Orientations Budgétaires, il est proposé au conseil municipal de retenir les mêmes taux d'imposition pour 2023 que ceux qui avaient été votés en 2022 soit :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 29,12 %
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 39,82 %

A compter de cette année, les communes retrouvent leur pouvoir de vote du taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, il est donc nécessaire de voter son taux en sus des taux de taxes foncières. Pour rappel, le taux de taxe d'habitation est de 15,86 % auquel s'appliquera la majoration de 60 % conformément à la délibération n°2022.22.06-8 du 22 juin 2022.

- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 15,86 %

L'exposé entendu, le conseil municipal est invité à :

- **Décider de retenir les taux de fiscalité municipaux suivants :**

TAUX 2022			TAUX 2023		
TH commune sur les résidences secondaires	TFPB commune	TFPNB commune	TH commune sur les résidences secondaires	TFPB commune	TFPNB commune
15,86 %	29.12%	39.82%	15,86 %	29.12%	39.82%

- **Donner tous les pouvoirs à Madame le Maire pour exécuter la présente délibération.**

- *Autoriser, en tant que de besoin, Madame le Maire ou l'un des adjoints délégués de signature à poursuivre les démarches correspondantes et à signer l'ensemble des actes et documents y afférents.*

10. Vote des subventions aux associations et autres organismes publics et privés (Rapporteur : Madame Margot GUINHEU)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2021.06.04-02 du 6 avril 2021 portant règlement des attributions de subventions et définissant les modalités de calcul des subventions à verser aux associations,

Considérant les demandes de subvention déposées par les associations figurant dans le tableau ci-dessous,

Considérant que dans le cadre des interventions de l'infirmière scolaire, rattachée au collège des Baous, une subvention est versée chaque année pour soutenir les projets en collaboration avec nos écoles élémentaires,

Considérant le soutien de la commune de la psychologue scolaire, une subvention de 0.70 centimes par élève est octroyée. Cette subvention permet l'acquisition de matériel.

Considérant que le nombre total d'élèves pour l'année 2022/2023 est de 369 élèves.

Considérant la volonté municipale de soutenir l'action du Centre Communal d'Action Sociale,

SECTION FONCTIONNEMENT ARTICLE 65748

SUBVENTIONS ASSOCIATIONS 2023		
	Association Espace Mômes (crèches)	30 528,96
	Association Club Jeunesse	73 797,57
	Association Ludibaous	2 368,66
	Association Saint-Jeannet en Fête	10 000,00
	Association Jardins et Ruchers des Baous	2 000,00
	Association Ecole de Musique des Baous	2 500,00
	Association sportive du collège de Saint-Jeannet	1 000,00
	Association Enseignement enfants malades	150,00
	Association Service de remplacement AM	150,00
	Association Banque alimentaire	150,00
	Association d'action étudactive tribunal pour enfants	150,00
	Association Amicale des forestiers sapeurs de Levens	150,00
	Association AVF Vence et Pays Vençois	150,00
	Association Équilibre cavalcade	150,00
	Association Comité 06 de prévention routière	150,00
	Association AISA GR	150,00
	Association des Parents d'Elèves de Saint-Jeannet	500,00
	Association Saint-jeannoise des Anciens combattants	500,00
	Association Sentiers et villages des Baous	500,00
	Association Comité de jumelage	500,00
	Association Saint-Jeannet pétanque	500,00
	Association sportive des Baous randonnées	500,00
	Association sportive des Baous cyclo	500,00
	Association Résilience	200,00
	Association sportive des Baous Omnisports	200,00
	Association Point Yoga	200,00
	Association Amitiés Saint Jeannoises	400,00
	Association Cap des Baous	400,00
	Association Art'n danse4U Baou danse	463,50
	Association Fitness des Baous	436,50
	Association sportive des Baous Tennis	3 037,50
	Association Chorale des Baous	382,50
	Association sportive Badminton	607,50
	Association basket club des Baous	7 020,00
	Association Football club Saint-Jeannet	270,00
	Association Entente Sportive Baous Football	4 927,50
	Association Baou Escalade	2 349,00
	Association Arts du mouvement	432,00
	Association Foot Loisirs de Saint-Jeannet	270,00
	Association Longo trail	891,00
	Association Ok Chorale	405,00
	TOTAL GÉNÉRAL 1	149 937,19 €
	Psychologue scolaire (258,30€) et infirmière scolaire (900€)	1 158,30 €
	Réserve Mairie	8 904,51 €
	TOTAL GÉNÉRAL 2	10 062,81 €
	TOTAL GÉNÉRAL 1 + 2	160 000,00 €

*Selon le règlement d'attribution des subventions communales aux associations

SECTION FONCTIONNEMENT ARTICLE 657362

<i>Article</i>	<i>Objet</i>	<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Nature juridique de l'organisme</i>	<i>Montant de la subvention</i>
Fonctionnement				
657362	Subvention annuelle	CCAS de Saint-Jeannet	CCAS	78 000,00€

Le Conseil Municipal est ainsi invité à :

- *Approuver le montant de l'enveloppe globale et sa répartition aux associations et autres organismes publics et privés et leur versement, tel que présenté à l'annexe IV-B8 du Budget primitif 2023,*
- *Approuver le versement des subventions proposées aux psychologue scolaire et infirmière,*
- *Approuver l'attribution d'une subvention annuelle maximum d'un montant de 78 000,00€, au Centre Communal d'Action Sociale de Saint-Jeannet,*
- *Inscrire les crédits correspondants au budget 2023,*
- *Autoriser, en tant que de besoin, Madame le Maire ou l'un des adjoints délégués de signature à poursuivre les démarches correspondantes et à signer l'ensemble des actes et documents y afférents.*

11. Approbation du Budget Primitif 2023 (Rapporteur : Monsieur Thierry VAN DINGENEN)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 1612-2,

Vu l'instruction comptable M57 applicable au 1^{er} janvier 2023,

Vu l'avis de la Commission des Finances du 16 mars 2023,

Vu la délibération du conseil municipal présentée ce jour portant adoption du compte administratif (CA) 2022,

Vu la délibération du conseil municipal présentée ce jour approuvant l'affectation du résultat de fonctionnement 2022,

Vu la délibération n°2023.01.03-04 du conseil municipal en date du 1^{er} mars 2023 prenant acte de la présentation d'un rapport sur les orientations budgétaires, l'évolution des dépenses et des recettes réelles de fonctionnement, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette pour l'exercice 2023,

Vu la note synthétique présentée par Monsieur VAN DINGENEN, adjoint aux finances,

Considérant que le budget primitif 2023 de la commune de Saint-Jeannet se présente ainsi :

- Section de fonctionnement : 5 070 267,63 €
- Section d'investissement : 3 186 872,22 €

Le Conseil Municipal est ainsi invité à :

- *Approuver l'ensemble des chapitres du Budget primitif 2023 tel que présenté dans la maquette annexée à la présente délibération, pour un montant total de :*
 - *5 070 267,63 € en section de fonctionnement*
 - *3 186 872,22 € en section d'investissement*
- *Donner tous les pouvoirs à Madame le Maire pour exécuter la présente délibération.*
- *Autoriser, en tant que de besoin, Madame le Maire ou l'un des adjoints délégués de signature à poursuivre les démarches correspondantes et à signer l'ensemble des actes et documents y afférents.*

12. Approbation des AP/CP 2023 **(Rapporteur : Monsieur Thierry VAN DINGENEN)**

Vu les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des collectivités Territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement ;

Vu l'article L.263-8 du Code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget ;

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement ;

Vu l'instruction comptable M57 ;

Vu la délibération n°2015.09.11-05 du 09 novembre 2015 portant engagement dans l'élaboration de l'Agenda d'Accessibilité Programmé de la commune de Saint-Jeannet ;

Vu la délibération n°2015.18.12-14 du 18 décembre 2015 portant approbation de l'agenda d'accessibilité programmé de la commune de Saint-Jeannet ;

Vu la délibération n°2016.08.04-08 du 08 avril 2016 portant Création d'une AP/CP pour le financement des travaux de mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public et Installations Ouvertes au Public dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmé ;

Vu la délibération n°2017.30.03-02 du 30 mars 2017 portant sur les travaux de mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public et Installations Ouvertes au Public dans le cadre de l'Agenda

d'Accessibilité Programmé – Autorisation de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) – Bilan annuel exécution 2016 – Modification de l'AP n°01 et des CP ;

Vu la délibération n°2018.26.03-09 du 26 mars 2018 portant sur les travaux de mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public et Installations Ouvertes au Public dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmé – Autorisation de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) – Bilan annuel exécution 2017 – Modification de l'AP n°01 et des CP ;

Vu la délibération n°2019.25.03.10 du 25 mars 2019 portant sur les travaux de mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public et Installations Ouvertes au Public dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmé – Autorisation de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) – Bilan annuel exécution 2018 – Modification de l'AP n°01 et des CP ;

Vu la délibération n°2020.20.07-06 du 20 juillet 2020 portant sur les travaux de mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public et Installations Ouvertes au Public dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmé – Autorisation de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) – Bilan annuel exécution 2019 – Modification de l'AP n°01 et des CP ;

Vu la délibération n°2021.06.04-12 du 6 avril 2021 portant sur les travaux de mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public et Installations Ouvertes au Public dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmé – Autorisation de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) – Bilan annuel exécution 2020 – Modification de l'AP n°01 et des CP ;

Vu la délibération n°2021.14.12-08 du 14 décembre 2021 portant sur la mise à jour des crédits de paiement 2021 de l'autorisation de programme pour les travaux de mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public et Installations Ouvertes au Public dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmé ;

Vu la délibération n°2022.16.03-13 du 16 mars 2022 portant sur la mise à jour des crédits de paiement 2022 de l'autorisation de programme pour les travaux de mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public et Installations Ouvertes au Public dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmé et la création de l'autorisation de programme n°02 pour le projet de construction d'une salle polyvalente ;

Considérant que les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales disposent que les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement relatifs notamment aux travaux à caractère pluriannuel ;

Considérant que l'autorisation de programme constitue la limite supérieure du financement d'un équipement ou d'un programme d'investissement donné. Un programme à caractère pluriannuel est constitué par une opération prévisionnelle ou un ensemble d'opérations de dépenses d'équipement se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la commune ;

Considérant que chaque année obligation est faite de faire un bilan des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) en cours et d'effectuer éventuellement, les modifications qui s'imposent du fait des adaptations apportées ou subies par les différents programmes.

Il est proposé de constater la réalisation 2022 et apporter les modifications qui s'imposent au niveau de l'Autorisation de Programme et des crédits de Paiement 2023 ;

Considérant qu'il était prévu un CP 2022 de 51 000,00€ TTC pour les travaux de mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public et Installations Ouvertes au Public ;

Considérant que le CP 2022 a été utilisé à hauteur de 50 184,28€ TTC,

Considérant que le montant du CP pour 2023 à prévoir est de 0,00€ TTC (maîtrise d'œuvre, travaux, frais annexes) terminant ainsi la mise en accessibilité des ERP et IOP de la commune ;

En conséquence, l'autorisation de programme n°01 d'un montant prévu de 602 649,60€ TTC en 2022 est clôturée pour un montant de 601 833,88€.

Considérant le projet de construction d'une salle polyvalente, il était prévu en 2022 un crédit de paiement de 30 000,00€ TTC ;

Considérant que le CP 2022 n'a pas été utilisé ;

Considérant que le montant du CP 2023 à prévoir est de 45 000,00€ TTC pour des études, sans ajuster le montant de l'Autorisation de Programme n°02.

Le conseil municipal est ainsi invité à :

- *Ajuster les crédits de paiement de l'autorisation de programme n°02, tel qu'ils figurent dans le tableau ci-dessous ;*
- *Prévoir l'inscription au budget primitif 2023, des crédits de paiement 2023 correspondant, tel qu'il figure dans le tableau ci-dessous ;*

		Libellé programme N°AP 01	Libellé programme N°AP 02
		Maîtrise d'œuvre, travaux de mise en accessibilité et frais annexes	Construction d'une salle polyvalente
Montant des crédits de paiement TTC	2016 (réalisés)	4 140,00 €	/
	2017 (réalisés)	40 408,18 €	/
	2018 (réalisés)	366 697,93 €	/
	2019 (réalisés)	19 720,56 €	/
	2020 (réalisés)	9 838,25 €	/
	2021 (réalisés)	110 844,68 €	/
	2022 (réalisés)	50 184,28 €	/
	2023 (estimés)	/	45 000,00 €
	2024 (estimés)	/	2 000 000,00 €
	2025 (estimés)	/	2 000 000,00 €
	2026 (estimés)	/	955 000,00 €
Montant des autorisations de programme		601 833,88 €	5 000 000,00 €

- *D'autoriser Madame le Maire à liquider et mandater les dépenses à hauteur des crédits de paiement 2023 conformément au tableau ci-dessus ;*
- *Autoriser, en tant que de besoin, Madame le Maire ou l'un des adjoints délégués de signature à poursuivre les démarches correspondantes et à signer l'ensemble des actes et documents y afférents.*

13. Approbation d'une convention pour le label " Arbre remarquable de France" (Rapporteur : Mme Florence PIETRAVALLE)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la convention pour le label " Arbre remarquable de France" annexée à la présente délibération ;

Considérant la volonté municipale de s'engager pour la préservation du « gros chêne » du Baou de Saint-Jeannet ;

L'exposé entendu, le conseil municipal est invité à :

- *Approuver la convention pour le label " Arbre remarquable de France" annexée à la présente délibération,*
- *Autoriser, en tant que de besoin, Madame le Maire ou l'un des adjoints délégués de signature à poursuivre les démarches correspondantes et à signer l'ensemble des actes et documents y afférents.*

14. Approbation d'une convention avec la Métropole Nice Côte d'Azur (Rapporteur : Monsieur Sébastien DONZEAU)

Monsieur Sébastien DONZEAU informe l'assemblée que la Métropole Nice Côte d'Azur assure la compétence propreté qu'elle lui a transférée.

Sur la commune de Saint-Jeannet notamment, la propreté urbaine est assurée par le groupe Exploitation Ouest Var de la DTRDV, dont le siège est situé 29, allée des Géomètres à Saint-Laurent-du-Var.

Pour les besoins de la mission propreté, la DTRDV dispose d'aspirateurs motorisés électriques de type GLUTTON. La commune de Saint Jeannet a demandé le déploiement de cet engin sur son cœur de village.

Afin d'optimiser son utilisation et réduire ses délais de transport, la commune de Saint-Jeannet a donc proposé à la Métropole Nice Côte d'Azur qui l'accepte, la mise à disposition d'un local communal situé en cœur de village pour le stationnement de l'engin.

La convention qu'il vous est proposé d'approuver a pour objet de définir les modalités de cette mise à disposition gracieuse.

Aussi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la convention de mise à disposition de locaux avec la Métropole Nice Côte d'Azur, annexée à la présente délibération,

Considérant la volonté municipale de faciliter l'exercice de la compétence propreté par la Métropole Nice Côte d'Azur ;

L'exposé entendu, le conseil municipal est invité à :

- *Approuver la convention de mise à disposition de locaux avec la Métropole Nice Côte d'Azur, annexée à la présente délibération,*
- *Autoriser, en tant que de besoin, Madame le Maire ou l'un des adjoints délégués de signature à poursuivre les démarches correspondantes et à signer l'ensemble des actes et documents y afférents.*

15. Approbation d'une convention avec la Commune de Vence (Rapporteur : Madame Nelly PIZZOL)

Madame Nelly PIZZOL informe l'assemblée que les agents de la police municipale de Saint Jeannet doivent suivre des formations relatives au maniement des armes chaque année.

Par ailleurs, la commune de Vence est prestataire en matière de formation règlementaire annuelle d'entraînement des policiers municipaux armés et souhaite mettre à disposition selon leurs disponibilités, des agents moniteurs MMA dans une volonté commune de collaboration.

Ainsi, la convention qu'il vous est proposé d'approuver a pour objet de définir les modalités de cette mise à disposition.

Aussi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de convention de partenariat avec la commune de Vence, annexée à la présente délibération ;

Considérant la volonté municipale de favoriser la formation de nos agents de police municipaux ;

L'exposé entendu, le conseil municipal est invité à :

- *Approuver la convention de partenariat avec la commune de Vence, annexée à la présente délibération,*
- *Autoriser, en tant que de besoin, Madame le Maire ou l'un des adjoints délégués de signature à poursuivre les démarches correspondantes et à signer l'ensemble des actes et documents y afférents.*